

Datum

24. 3. 9

t.311 Inde CH/STB

Speaking note à Monsieur le Conseiller fédéral Felber  
concernant visite en Inde

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	Ind 821
EE	
R	30. SEP. 1987
Kopie an	

*ob, ad*

*Klein/Bar*

*Std.*

Préparation de l'entretien avec M. Manmohan Singh, Ministre indien des finances

1. L'économie indienne traverse sa plus grave crise depuis l'indépendance du pays, crise renforcée encore par les effets économiques négatifs de la Guerre du Golfe. Le Consortium de la Banque mondiale pour l'Inde, dont la Suisse est un membre à part entière, s'est réuni les 19 et 20 septembre derniers à Paris, afin d'étudier les mesures déjà prises par le Gouvernement indien pour remédier à la situation et examiner la manière dont la communauté internationale entend aider le Gouvernement indien à passer ce cap difficile.
2. Satisfait de la réaction du Gouvernement indien à la crise économique, le Consortium a décidé d'octroyer pour l'année en cours une aide de \$ 6,7 mia, dont \$ 2,3 mia au titre de déboursements rapides. La part des bailleurs de fonds multilatéraux (Banque mondiale, Banque asiatique, PNUD) est de \$ 4,5 mia, celles des donateurs bilatéraux de \$ 2,2 mia. La Suisse quant à elle a annoncé qu'elle entendait déboursier env. SFr. 35 mio de cette année-ci au titre de la coopération économique et financière (DDA) et qu'elle avait récemment signé un crédit mixte de SFr. 100 mio dont une tranche publique de SFr. 40 mio non-remboursable; en outre la part publique du crédit mixte octroyé à l'Inde en 1984, soit de SFr. 40 mio, va être transformée sous peu en don.
3. Cette indication d'aide de la communauté internationale démontre sa compréhension vis-à-vis de la situation indienne. Le Consortium a cependant très clairement indiqué que les mesures prises ou envisagées par le Gouvernement indien n'étaient qu'un premier pas et qu'il fallait absolument poursuivre dans cette voie. Des réformes substantielles sont attendues en matière de politique industrielle, politique tarifaire, réforme fiscale (en vue de diminuer le déficit budgétaire), réforme du secteur financier, etc. Le Consortium a marqué sa satisfaction que les dépenses militaires indiennes se stabilisent et a souhaité que des initiatives soient prises pour les diminuer dans l'ensemble des pays du sous-continent indien.

4. Les thèmes suivants pourraient être abordés avec le Ministre indien des finances, au vue de l'importance qu'ils revêtent pour l'avenir de la coopération suisse avec l'Inde qui est l'un des plus importants partenaires de la DDA et de l'OFAEE dans le tiers monde:
- a) Quel pourrait être le programme de mesures concrètes envisagées par le Gouvernement indien pour mener à bien les réformes dans les secteurs industriels et des échanges extérieurs (tarifs, etc.)? Cette politique est cruciale pour l'attrait d'investissements privés étrangers.
  - b) La Suisse collabore de manière tout à fait satisfaisante et depuis une douzaine d'années avec la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural (NABARD) et est consciente de l'importance de l'existence de marchés financiers ruraux pour le développement de l'agriculture et de l'industrie rurale. A ce titre il serait intéressant de savoir du Ministre qu'elles sont les objectifs et les activités du Comité à haut niveau constitué par le Gouvernement indien et chargé d'examiner les réformes du secteur financier; un intérêt éventuel de la Suisse à soutenir modestement un programme de réformes pourrait éventuellement être indiqué avec relative discrétion.
  - c) La Suisse base sa politique de coopération au développement avec l'Inde également et surtout sur le fait que l'Inde connaît certainement plus de pauvres que l'Afrique au Sud du Sahara. Les efforts louables du Gouvernement indien en la matière sont supportés aussi par la Suisse. Il pourrait être utile de connaître l'opinion du Ministre sur la manière dont le Gouvernement envisage, avec l'aide internationale éventuellement, d'alléger le fardeau de l'ajustement structurel pour les couches les plus défavorisées de la société, et de savoir ce que recouvre le "safety net" dont il a été vaguement question à Paris.

Office fédéral des affaires  
économiques extérieures  
Service du développement

Coopération au développement  
et aide humanitaire  
Section Asie I

J.-D. Gerber

S. Chappatte

CC: - Buco New Delhi  
- Ambassade suisse, New Delhi  
- J.-D. Gerber, OFAEE  
- WM, CH, HD